

Plusieurs centaines de personnes en marche contre le pont d'Achères

Une manifestation était organisée au départ de Carrières-sous-Poissy, le dimanche 4 mars, pour rappeler l'opposition des habitants au projet de liaison entre la RD30 et la RD190.

Par Maxime Moerland

6 mars 2024



Si leur nombre était en léger recul par rapport à novembre dernier, leur détermination reste entière : les opposants au projet du pont d'Achères se sont rassemblés pour une nouvelle marche de protestation, dimanche dernier. Le rendez-vous était donné du côté de l'île de la dérivation, et plusieurs centaines de personnes (500 selon les organisateurs) ont répondu à l'appel pour défendre la biodiversité locale, et dire non au projet de 2x2 voies qui doit relier la RD30 et la RD190.

À l'occasion de cette nouvelle mobilisation, les opposants au projet ont pu accueillir de nouvelles voix dans leurs rangs : quelques élus du Val d'Oise se sont associés au cortège, à l'image du maire de Jouy-le-Moutier, Hervé Florczak (DVG). « Nous sommes là pour dire non à ce projet, même s'il est déjà bien avancé, a-t-il déclaré avant le départ du cortège. Malheureusement, cet ouvrage va nous impacter au sein de l'agglomération de Cergy-Pontoise, moi et les maires du Val-d'Oise que je représente aujourd'hui : le trafic, la pollution... »



Dimanche à 11h, 500 personnes ont participé à la manifestation selon les organisateurs.

De nombreux conseillers municipaux du coin ont tenu à être présents, de Conflans à Triel en passant par Achères, mais l'édile d'Andrésy, Lionel Wastl, était le seul maire issu de la communauté urbaine GPSEO à prendre part à la manifestation. «Suite à l'enquête publique (il y a plus de dix ans, Ndlr.), le commissaire enquêteur avait émis un avis défavorable sur ce pont d'Achères, se souvient-il. On pensait qu'on était sauvé... Mais le Préfet et le Département sont passés outre, comme quoi déjà, en 2012-2013, c'était un projet routier d'un autre temps ».

La sénatrice des Yvelines Ghislaine Senée, qui était également de la partie, a fustigé la « vision du développement routier » du Département. Et a ajouté, aux revendications environnementales, des arguments financiers contre le projet. « Je parle d'argent car je vois que les arguments qui touchent notre santé et l'environnement ne fonctionnent pas. Nous ne voulons pas payer, demain, pour l'entretien de cet ouvrage. Nous ne voulons pas que le Département mette la priorité sur ces sujets plutôt que sur les collèges [...]. Une bonne fois pour toutes, il faut que ce projet s'arrête ».